

Nous ne paierons pas leur crise!

Travailleuses et travailleurs, en emploi, au chômage, en retraite, en formation

Manifestons contre la rencontre internationale des «élites» capitalistes!

Contre le Forum économique mondial, prenons la parole!

Toutes et tous à Genève le 31 janvier, 14h, rue du Mont-Blanc!

Du 28 janvier au 1er février, le Forum économique mondial (WEF en anglais) tiendra sa réunion annuelle à Davos. 2500 personnes appartenant aux dites «élites» du pouvoir économique, politique et médiatique se réuniront pour débattre sur «redessiner le monde de l'après-crise». Autrement dit, pour déterminer comment maintenir la dictature du profit et comment consolider une organisation de la société basée sur les inégalités multiformes, la précarité des statuts, le formatage des cultures et des comportements, l'atomisation des personnes et les atteintes croissantes à l'environnement et à la biodiversité.

Les responsables de la crise que nous subissons aujourd'hui seront à Davos: 1170 directeurs généraux et présidents des plus grandes entreprises du monde, 40 chefs d'Etat ou de gouvernement, des dizaines de ministres et de hauts fonctionnaires entourées par des nuées de journalistes accrédités et protégés par des milliers de policiers et de soldats.

C'est pas d'aujourd'hui...

Hier, sous prétexte de rentabilité et de concurrence accrue, aujourd'hui pour sauver le système marchand de sa crise, les salarié.e.s sont exploités.e.s, stressés.e.s, précarisés.e.s. Chaque jour apporte son lot d'attaques et de menaces. Les bas salaires, le chômage, les retraites insuffisantes, la destruction des services publics et de la protection sociale, la hiérarchisation et l'opposition de chacun contre chacun, les atteintes aux droits fondamentaux et le mépris des équilibres naturels vitaux, traduisent un choix de société qui précède, et de loin, l'actuelle conjoncture. La crise financière, partie des USA, s'est étendue au reste du monde. La récession généralisée s'ins-

talle. Ce qui est touché profondément, c'est l'économie réelle. C'est leur crise et c'est nous qui devrions la payer!

Tout ce qui aurait pu limiter ou contenir ce désastre a été systématiquement détruit. La libre circulation des capitaux a été mise en œuvre par les gouvernements et les institutions internationales dans une escalade spéculative sans frein. Mais la finance n'est qu'une dimension du système. Les gains de productivité dans l'activité économique bénéficient toujours davantage aux seuls propriétaires et gérants du capital. La répartition des richesses devient sans cesse plus inégale et plus injuste. L'insécurité sociale s'approfondit et, dans un monde technologiquement avancé, nous vivons une régression sociale de toute l'humanité. Tout ceci était en place bien avant le grand désordre financier.

L'échec fondamental du capitalisme

La quête effrénée de profit et de pouvoir constitue la base même de cette économie marchande qui veut soumettre à ses diktats l'humanité et la nature. Depuis des dizaines d'années, on veut nous convaincre que la seule voie possible c'est le marché, la compétitivité, les privatisations, la résignation face à la dégradation des conditions de travail et de vie, de l'environnement. Or, la crise qui est en train de se généraliser marque un échec fondamental des politiques et de l'idéologie néo-libérales.

Les classes dominantes qui ne juraient que par «l'initiative privée», le «moins d'Etat» et le «règne absolu du marché» font appel maintenant aux aides publiques. Comme toujours, elles sauvegardent leurs intérêts privés avec les moyens financiers des collectivités: privatiser les profits et socialiser les coûts, vieille nouvelle

recette... Ainsi, depuis des mois, les Etats, le FMI, la Banque centrale européenne, etc., distribuent des milliards à tour de bras aux banques et aux grandes entreprises comme en Suisse, où, le 16 octobre 2008, 68 milliards ont été débloqués en quelques heures au bénéfice de l'UBS. Plus question de déficit ou d'équilibre budgétaire... En même temps, on nous dit et redit que le système capitaliste n'a pas assez de moyens pour lutter contre la faim, la maladie ou la misère, pour garantir les besoins fondamentaux, pour créer des emplois stables et socialement utiles, pour mieux former les générations montantes, pour augmenter salaires et retraites et pour améliorer la protection sociale et les services publics..

Ultralibéralisme et délire sécuritaire

Pour endiguer leur crise, pour dissimuler leurs responsabilités, pour empêcher la révolte des gueux, les maîtres de l'économie et les gouvernements s'attaquent au droit du travail, aux droits sociaux, aux libertés fondamentales. Leur objectif est de faire payer la crise aux salariés.e.s sur le plan économique tout en instaurant un délire sécuritaire par le fichage, le flicage, le matraquage, la pénalisation de toute forme de contestation.

Cela fait plus de dix ans que de plus en plus de collectifs contestent la pseudo légitimité desdits

«maîtres du monde» qui se réunissent à Davos et dénoncent avec raison les fausses logiques d'accumulation et de marchandisation de tous les domaines de la vie humaine, les atteintes gravissimes à la planète, la folie prédatrice du capitalisme et du productivisme.

Nous sommes les acteurs sociaux décisifs

Sans une action syndicale déterminée et tenace, la situation ne cessera de s'aggraver. Pour sortir de cette crise, il faut changer d'orientation et de logique. Pour y arriver, le monde du travail a besoin d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Nous ne pouvons accepter que ceux qui ont provoqué cette crise et qui en profitent débattent en toute tranquillité et décident dans leur Forum économique mondial à Davos sans que notre parole résonne haut et clair. Ces gens-là ont des fortunes et un pouvoir qui dépasse l'entendement. Ils se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux, de rémunérations incroyables. Ils ont transféré le risque économique et social sur les travailleuses et les travailleurs pour s'assurer un 15 % de «retour sur investissements», une sorte de RMI de l'actionnaire...C'est à eux de payer leur crise et à nous de lutter pour imposer la justice, l'égalité et la sécurité sociales!

Comedia, le syndicat des médias (Suisse),
Fédération syndical SUD (Vaud), L'autre syndicat (Vaud),
Communauté genevoise d'action syndicale - CGAS

Les syndicats ont protesté contre l'interdiction de la manifestation contre le Forum économique mondial (WEF) convoquée le 31 janvier à Genève.

Alors qu'à Davos les responsables de la crise que nous subissons aujourd'hui se rencontrent, ils considèrent fondamental de donner la voix à ceux qui en paient les conséquences, et ce sont en première ligne les salarié-e-s du monde entier.

Il n'a pas été possible d'obtenir des autorités genevoises qu'elles lèvent leur interdiction, laquelle constitue une remise en cause des droits fondamentaux à la liberté d'opinion et d'expression.

Dès lors, sans appeler formellement leurs membres à y participer, les syndicats ont constitué une délégation représentative de plusieurs d'entre-eux pour **attester de leur soutien** aux personnes qui répondront à l'appel de la coordination d'organisation à manifester pacifiquement le 31 janvier 2009 à Genève, pour **continuer à défendre les libertés** et pour **contester les politiques néolibérales!**

contacts:
lausanne@comedia.ch
sud-vd@bluwin.ch
sauvin@lautresyndicat.ch
info@cgas.ch